

## Références légales

[Ordonnance sur le placement d'enfants](#) (OPE; RS 211.222.338)

[Loi sur l'accueil de jour des enfants](#) (LAJE; BLV 211.22.1)

[Règlement d'application de la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants](#) (RLAJE; BLV 211.22.1)

[Directives cantonales pour l'accueil familial de jour](#)

**Autorité compétente** : les communes ou associations de communes sont compétentes pour autoriser et surveiller l'accueil familial de jour

**Accueillant-e (AMF)** : toute personne qui accueille des enfants dans son foyer, à la journée et contre rémunération, régulièrement et de manière durable

**Coordinatrice ou coordinateur** : personne déléguée par l'autorité compétente pour exercer les tâches découlant du régime d'autorisation et de surveillance

**Service cantonal de l'accueil de jour des enfants (SCAJE)** : le Service veille à la cohérence cantonale en matière d'accueil familial de jour et édicte les directives

## Renseignements complémentaires et documents

[www.vd.ch/accueil-familial](http://www.vd.ch/accueil-familial)

**Département des institutions, de la culture, des infrastructures et des ressources humaines**

**Service cantonal de l'accueil de jour des enfants**

Rue de la Paix 4 – CH 1014 Lausanne

DCIRH / SCAJE – Janvier 2025

# Accueil familial de jour

## Procédure de renouvellement d'autorisation



Service cantonal de l'accueil de jour des enfants

1

## Accueillant-e

Dépose une demande de renouvellement 2 mois avant l'échéance de son autorisation définitive (art. 31 RLAJE)

- ✓ Formulaire «demande de renouvellement d'autorisation de pratiquer l'accueil familial de jour»
- ✓ Certificat médical datant de moins de 6 mois
- ✓ Extraits de casier judiciaire ordinaire et spécial datant de moins de 6 mois (art. 21 al. 2 RLAJE) (démarche effectuée par la structure)
- ✓ Extrait ordinaire du casier judiciaire datant de moins de 6 mois de toutes les personnes majeures vivant dans le même foyer (art. 21 al. 3 RLAJE)
- ✓ Formulaire «autorisation de prendre des renseignements»

2

## Coordinatrice ou coordinateur

Met à jour l'enquête socio-éducative et donne un préavis (art. 28 RLAJE)

- Vérifie le respect des charges et conditions de l'autorisation définitive
- Met à jour l'enquête socio-éducative
- Rédige un rapport et un préavis destinés à l'autorité compétente

3

## Autorité compétente

Rend une décision

- Refuse ou octroie le renouvellement de l'autorisation
- Informe la coordinatrice ou le coordinateur
- Transmet la décision au SCAJE en cas de refus